

Finances, a été une cause du retard de la session. Si la peine que lui et ses collègues ont, sans doute, sincèrement éprouvée à ce sujet, les a empêchés de s'occuper des affaires publiques, cette peine et la désorganisation, qui en est résultée ne les a nullement empêchés d'entreprendre une tournée électorale à travers le pays durant les mois de janvier et février et même de mars.

En vérité, M. l'Orateur, si c'était l'intention de ces honorables messieurs de faire une session, je dois leur dire que, dans leur propre intérêt ils agissaient d'une manière très ridicule en parcourant et bouleversant en tous sens le pays. D'abord, les honorables ministres savaient, et le ministre des Finances savait mieux que tous, qu'en reculant la session jusqu'au 19 avril, ils rendaient tout à fait impossible l'adoption d'un seul article des estimations avant le 1er juillet prochain. Le ministre des Finances sait, je sais moi-même, et tous ceux qui ont quelque expérience dans la vie publique savent qu'il est inutile d'entretenir l'espoir d'adopter les estimations avant l'expiration de la présente année fiscale.

L'honorable ministre comprend, comme moi-même et comme tout homme d'expérience, la gravité de la circonstance, le tort considérable que cela cause au service public, et cependant, il a cru que la chose était parfaitement insignifiante dès que le ministre n'avait rien à souffrir.

Je dois dire, M. l'Orateur, que cela me semble une étrange politique, mais que faisaient durant tout ce temps, ces pasteurs du peuple ?

M. MILLS (Bothwell) : Ils tondaient le troupeau.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Ils cherchaient à tondre le troupeau. Ils ont passé les mois de janvier et février, et une partie du mois de mars à chercher des adversaires à leurs propres partisans. Nous allons voir là une chose intéressante. Cela va vous intéresser ainsi qu'un grand nombre de nos amis. Pour la première fois, autant que je me le rappelle, et mes souvenirs remontent passablement loin en matière politique, pour la première fois, dis-je, nous allons voir quel effet va produire sur le peuple le fait d'avoir 200 hommes occupés ici, à Ottawa, à voter son argent, et 200 autres parading à travers les comtés pour expliquer aux populations comment et pourquoi leur argent est voté.

M. l'Orateur, un journal subventionné par les honorables députés disait l'autre jour que le manteau de feu sir John-A. Macdonald était tombé sur leurs épaules. Cela se peut ; et dans ce cas, il a dû les couvrir tous, comme dans le cas de Gulliver qui de son manteau couvrait le conseil privé de Sa Majesté le roi de Lilliput.

Je dois dire que nous sommes heureux, M. l'Orateur, d'apprendre d'un homme aussi autorisé que le ministre des Finances, d'abord qu'il règne une parfaite harmonie dans le cabinet et, en second lieu, si je l'ai bien compris, qu'il n'a eu rien à souffrir des petites difficultés qui ont pu arriver. Espérons qu'il en est de même de tous ses collègues, ou que du moins si quelques-uns d'entre eux ont dû exposer leur vie pour la défense de leurs opinions, espérons que c'est en braves qu'ils ont affronté les coups.

Maintenant, M. l'Orateur, dans ce débat sur l'adresse, je ne veux pas anticiper sur la discussion

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

du budget, et je soulagerai l'honorable ministre des Finances en lui déclarant que j'ai l'intention dans le moment de toucher le moins possible la question du commerce, que je me contenterai de dire quelques mots seulement en réponse à quelques-unes de ses déclarations. Tout en admettant qu'en principe il ne convient pas, dans l'intérêt public, d'anticiper sur la discussion du budget dans le débat sur l'adresse, je dois dire que la présente occasion est exceptionnelle et qu'il est de la plus haute importance pour la Chambre et pour le pays en général, que nous comprenions bien la condition financière actuelle. A mon avis, M. l'Orateur, la situation est très grave. Quoi que puisse penser et dire l'honorable ministre, tous ceux qui ont étudié la question savent que notre taxe actuelle est extraordinairement onéreuse. Nous savons parfaitement, et j'aurai peut-être autre chose à dire sur ce sujet, quel échec complet ont rencontré les efforts de l'honorable ministre, efforts prolongés durant sept mois de la dernière session, pour faire disparaître le fardeau de la taxe.

Il n'est que trop vrai, et je ne veux pas blâmer l'honorable ministre à ce sujet, que les revenus de classes considérables dans les plus importantes parties du pays ont été énormément réduits depuis trois ou quatre ans. Et il est également vrai que la dette totale du Canada à l'étranger, ici je veux parler, et l'honorable ministre doit en tenir compte, non seulement de la dette fédérale, mais de la dette municipale, de la dette privée, de la dette provinciale, en un mot que la dette générale du Canada a augmenté dans des proportions énormes depuis quelques années.

L'honorable ministre ne sait que trop bien, aucun membre de cette Chambre ne doit savoir mieux que lui, que dans d'importants districts du Canada non seulement la population n'a pas augmenté autant que dans les vieux pays, mais qu'elle est restée dans un état absolument stagnant ; que cela est surtout le cas dans la province et dans le comté qu'il représente dans cette Chambre.

Je ne veux pas entrer maintenant dans de plus amples détails sur ce sujet ; il me faudrait plus de temps que je n'en ai à ma disposition, et je crois qu'avant que la Chambre lève sa séance nous aurons l'occasion d'expliquer la portée de ces faits sur la situation actuelle, et de démontrer combien est fausse et trompeuse la prétention de l'honorable ministre allant à dire qu'il ne s'agit que d'une crise passagère.

Je le répète, M. l'Orateur, la conduite même du gouvernement fait qu'il nous est tout à fait impossible, dans les circonstances, d'éviter de commenter la présente situation financière. Deux conclusions s'offrent à nous dans le moment ; ou le gouvernement canadien, notamment le ministre des Finances, a été gravement trompé, ou il a montré la plus grande inhabileté dans ses mesures préventives contre le déficit actuel. Des avertissements ont été donnés à l'honorable ministre, non seulement par moi, mais aussi par des membres de son propre parti dans cette chambre ; on lui a tout spécialement signalé, l'année dernière, que la position était pleine de dangers. La chose lui a été signalée à maintes et maintes reprises, et je vois aujourd'hui des amis de l'honorable ministre se servir de l'argument suivant comme d'une excuse, savoir : qu'il existe des rapports intimes entre le commerce canadien et le commerce des Etats-Unis et que c'est un fait reconnu que toute gêne pro-